

## **Des chiffres et des faits sur l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde**

### **Les conséquences de la pandémie de la COVID-19**

Le monde n'est pas sur la bonne voie dans le combat contre la faim et la malnutrition.

La pandémie de la COVID-19 fait « **ressortir les faiblesses de nos systèmes alimentaires, lesquelles mettent en péril la vie et les moyens d'existence, en particulier des plus vulnérables et des personnes qui vivent dans des contextes fragiles** ».

La phrase précédente résume l'essentiel de ce que dit le récent [Rapport sur L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021](#) (SOFI 2021) rédigé conjointement par une équipe d'experts techniques de la FAO, du FIDA, de l'OMS, du PAM et de l'UNICEF.

Ce qui importe surtout dans cette phrase, c'est que la pandémie n'est pas seulement présentée en cause de la dégradation de la situation alimentaire mondiale, mais comme un révélateur de ce qui ne va pas dans la manière dont le monde organise ses systèmes alimentaires.

#### **Insécurité alimentaire : les chiffres**

Dans un article antérieur sur la situation alimentaire mondiale, nous avons attiré l'attention sur les trois moyens principaux de mesurer la malnutrition mondiale, sur la difficulté de produire des estimations et sur les questions relatives à la stabilité et la cohérence des chiffres avancés. Cette année, nous limiterons cet article à la présentation des résultats obtenus, en invitant ceux qui seraient intéressés par ces questions de se reporter à ce que nous avons écrit l'année dernière [[lire](#)].

#### Insécurité alimentaire grave et modérée, telle que mesurée par enquêtes

La prévalence de l'insécurité alimentaire grave ou modérée est déterminée à partir de grandes enquêtes nationales utilisant l'[Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue](#) (FIES) introduite par la FAO en 2014, complétées par les résultats du [Gallup© World Poll](#) (GWP) (en anglais). Le principe, ici, n'est pas de calculer des estimations sur la base de données statistiques, mais d'interroger les personnes sur leur expérience.

Les résultats obtenus pendant les années au cours desquelles des enquêtes ont été menées montrent qu'un nombre croissant d'individus fait l'expérience d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, surtout en Asie et en Afrique.

On peut voir dans le **Tableau 1** ci-dessous que près d'une personne sur huit dans le monde - en tout **928 millions de personnes** - a souffert d'une insécurité alimentaire **grave** en 2020. Cette proportion a été de plus d'**une personne sur quatre en Afrique**

(347 millions de personnes) et environ d'**une personne sur dix en Asie** (471 millions de personnes). Les femmes sont légèrement plus touchées que les hommes.

**Tableau 1 : Nombre de personnes ayant vécu une situation d'insécurité grave en 2015, 2019 et 2020 (en millions)**

Région	2015	2019	2020	Variation
Afrique	215,9	286,7	346,6	130,7
Asie	319,9	414,7	471,1	151,2
Amérique Latine et Caraïbes	46,6	65,3	92,8	46,2
Océanie	1,1	1,6	1,1	0,0
Amérique du Nord et Europe	15,0	11,6	15,9	0,9
<b>Monde</b>	<b>598,5</b>	<b>779,9</b>	<b>927,5</b>	<b>329,0</b>

Source : [FAO](#)

En Afrique, plus d'un tiers des individus qui se sont trouvés en situation d'insécurité alimentaire grave en 2020 étaient originaires d'Afrique de l'Est, tandis que la situation se dégradait dans toutes les sous-régions du continent, l'augmentation la plus rapide se produisant en Afrique de l'Ouest (multiplication par 3 de leur nombre depuis 2015). En Asie, plus de 80 % des individus concernés vivaient en Asie du Sud, alors qu'en Amérique Latine, leur nombre a doublé entre 2015 et 2020.

L'accroissement observé entre 2019 et 2020, l'année pendant laquelle la COVID-19 a commencé à frapper, est de 329 millions de personnes, dont presque la moitié en Asie.

#### **Encadré 1 : Les huit questions clés posées lors de l'enquête FIES.**

Ces questions se réfèrent à l'expérience des personnes interrogées ou leur ménage dans son ensemble. Elles portent sur les comportements alimentaires ou les conditions vécues par les personnes interrogées, telles qu'ils sont rapportés par elles, et prennent en considération les difficultés croissantes qu'elles rencontrent pour avoir accès à la nourriture à cause de contraintes de ressources.

« À un moment donné au cours des 12 derniers mois, vous êtes-vous trouvé(e) dans une situation où, faute d'argent ou d'autres moyens :

1. Vous avez été inquiet(e) de ne pas avoir assez à manger ?
2. Vous ne pouviez pas manger des aliments nourrissants et bons pour la santé ?
3. Vous mangiez presque toujours la même chose ?
4. Vous avez dû sauter un repas ?
5. Vous n'avez pas mangé autant qu'il aurait fallu ?
6. Il n'y avait plus rien à manger à la maison ?
7. Vous aviez faim, mais vous n'avez pas mangé ?
8. Vous n'avez rien mangé de toute la journée ? »

(Source: [FAO](#))

Le **Tableau 2** montre qu'un nombre incroyable plus de **2,4 milliards** de personnes ont été en situation d'insécurité alimentaire modérée dans le monde en 2020 (presque une personne sur trois). Cette proportion était presque de **trois personnes sur cinq en Afrique** et de plus d'**une personne sur quatre en Asie** (1,2 milliard de personnes).

L'augmentation spectaculaire du nombre de personnes en insécurité alimentaire peut être clairement associée aux conséquences de la pandémie de la COVID-19 que [lafaimexpliquee.org](http://lafaimexpliquee.org) a eu l'occasion de mettre en avant depuis le début de 2020 [lire [ici](#) et [ici](#)], même si la pandémie n'est pas la seule explication de cette évolution, mais plutôt un accélérateur de tendances observées dans le passé récent. Entre 2019 et 2020, près de 150 millions de personnes supplémentaires firent l'expérience d'une insécurité alimentaire grave, tandis qu'environ 320 millions de personnes additionnelles se sont trouvées en situation d'insécurité alimentaire modérée, soit une amplification de l'évolution observée depuis plusieurs années. Le cas le plus frappant, peut-être, est celui de la région d'Amérique Latine et des Caraïbes, où le nombre d'individus en sécurité alimentaire grave a doublé entre 2015 et 2020.

Étant données les caractéristiques de la pandémie qui circule plus vite parmi les habitants de grandes cités densément peuplées où la population est concentrée et où l'emploi est souvent informel et précaire, son impact sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire est fréquemment ressenti davantage dans les zones urbaines que rurales. En outre, la pandémie met en évidence les inégalités, les femmes étant plus concernées que les hommes [lire].

**Tableau 2 : Nombre de personnes ayant vécu une situation d'insécurité modérée en 2015, 2019 et 2020 (en millions)**

Région	2015	2019	2020	Variation
Afrique	567,2	708,6	798,8	231,6
Asie	834,6	1043,2	1198,7	364,1
Amérique Latine et Caraïbes	171,8	207,0	267,2	95,4
Océanie	4,0	5,7	5,1	1,1
Amérique du Nord et Europe	102,5	85,4	98,3	-4,2
<b>Monde</b>	<b>1680,1</b>	<b>2049,9</b>	<b>2368,1</b>	<b>688,0</b>

Source : [FAO](#)

### Estimations du nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique

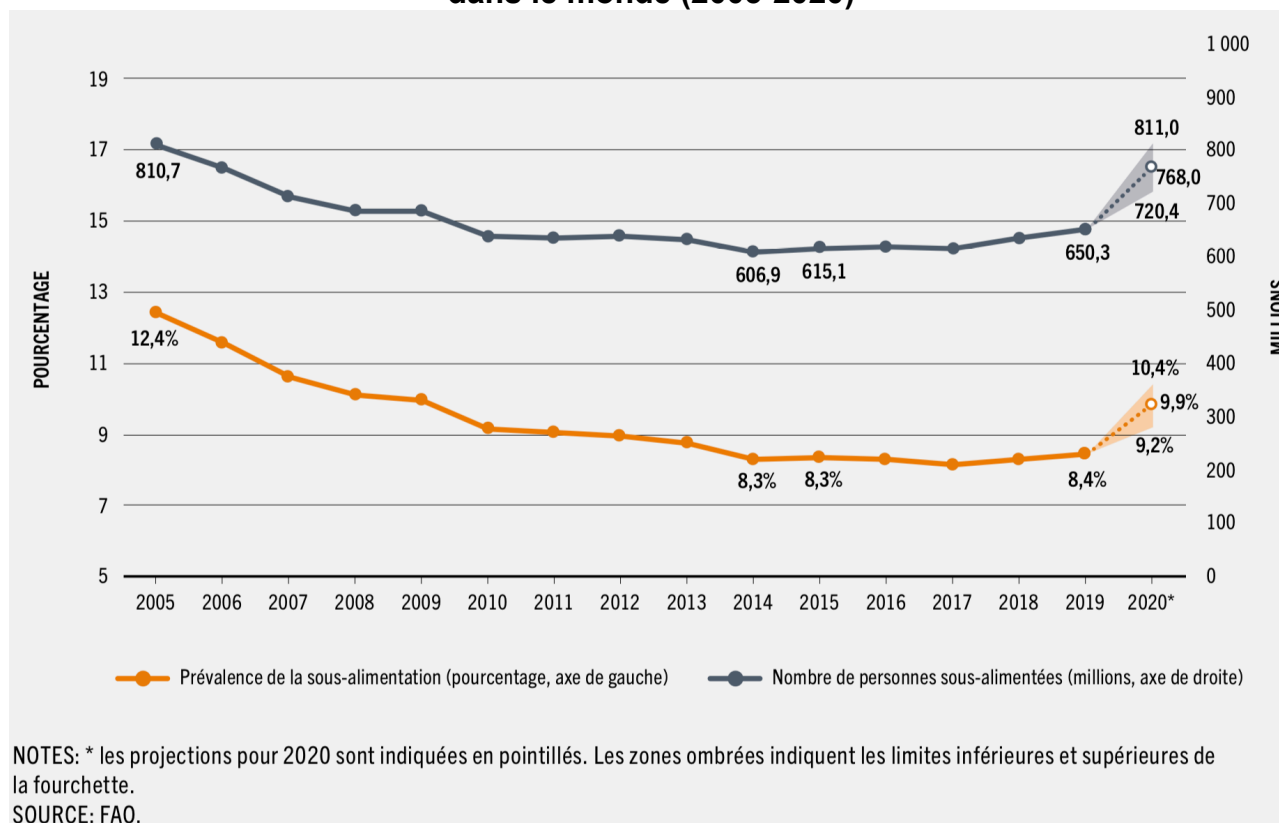
Voilà plusieurs décennies que les statistiques sur la sous-alimentation chronique<sup>1</sup> sont produites par l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO/OAA) grâce à la publication, depuis 1999, de son rapport phare, le SOFI (voir le [premier SOFI en 1999](#)).

En juillet 2021, le dernier de la série des rapports SOFI sur [l'état de l'insécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde](#) préparé conjointement par la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans le cadre du suivi des [Objectifs de développement durable](#) (ODD), présente des estimations qui suggèrent qu'il y avait entre **720 et 811 millions de personnes souffrant de sous-alimentation chronique dans le monde en 2020**, soit environ 9,9 %

<sup>1</sup> Les personnes souffrant d'insécurité alimentaire chronique ne sont pas capables de satisfaire leurs besoins nutritionnels sur une longue période de temps. Cette situation est fondamentalement différente de celle des personnes souffrant d'une insécurité alimentaire transitoire qui peut se produire temporairement pendant une période de temps courte. [FAO]

de la population mondiale. Pour la première fois, ces chiffres sont présentés sous la forme d'une fourchette, à cause des difficultés spécifiques rencontrées dans la réalisation de ces estimations, du fait de la pandémie (Figure 1).

**Figure 1 : Nombre et pourcentage des personnes chroniquement sous-alimentées dans le monde (2005-2020)**



Le nombre total de sous-alimentés en 2020 est à peu près équivalent au chiffre de 2006 (voir **Figure 1** ci-dessus et **Tableau 3** ci-dessous), ce qui illustre une décennie et demie perdue dans le combat contre la faim et la sous-alimentation, malgré un engagement général (en paroles) en faveur des [Objectifs de développement durable](#) des Nations Unies et le lancement de plusieurs initiatives visant à éradiquer la faim de la surface de la Terre.

Depuis 2015, on peut noter que le nombre de sous-alimentés chroniques a augmenté de près de 80 millions de personnes en Afrique Subsaharienne, pendant qu'il s'accroissait d'environ 50 millions en Asie. Les chiffres du **Tableau 3** montrent clairement que l'Afrique est la région où il est le plus nécessaire d'agir pour inverser une tendance préoccupante qui s'est accélérée lors de la pandémie. Cette situation n'est pas pour surprendre si l'on considère le type de politiques et de stratégies agricoles et alimentaires qui sont mises en œuvre sur ce continent [\[lire\]](#).

La sécurité alimentaire s'est rapidement dégradée en Amérique du Sud, du fait de la crise au Venezuela, où la prévalence de la sous-alimentation est passée de 8,4 % en 2004-06, à 27,4 % en 2018-20, et de la situation au Mexique, où la prévalence a presque doublé sur la même période.

**Tableau 3 : Estimation du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde (en millions)**

Région	2005	2015	2020	Variation (de 2015 à 2020)
Afrique	195,0	199,7	281,6	81,9
Asie	553,6	369,9	418,0	48,1
Amérique Latine et Caraïbes	51,9	36,4	59,7	23,3
Océanie	2,3	2,4	2,7	0,3
Amérique du Nord et Europe	n.r.	n.r.	n.r.	-
<b>Monde</b>	<b>810,7</b>	<b>615,1</b>	<b>768,0</b>	<b>152,9</b>

Note: les totaux ne correspondent pas à la somme des chiffres.

Les chiffres pour 2020 sont des projections.

Source : [FAO](#).

Aux facteurs explicatifs avancés par les Nations Unies (guerre, changement climatique et ralentissement économique), il convient de rajouter les mesures de politique économique, notamment agricole et alimentaire, adoptées par les pays souvent sous influence des organisations internationales, particulièrement des institutions financières, et des grandes multinationales (voir Encadré 2).

Ces politiques ainsi que les initiatives dirigées par les donateurs ou le secteur privé, tel qu'[AGRA](#), contribuent à marginaliser davantage les paysans pauvres en Afrique en apportant un soutien à de grands investisseurs privés, à la pénétration des multinationales dans les marchés des intrants agricoles (semences, engrais, pesticides) et à une numérisation sauvage de l'agriculture [[lire](#)]. En conséquence de quoi, de petits producteurs se voient dépossédés de leurs terres au profit d'opérateurs privés ou exclus de programmes de développement agricole [[lire](#)], et les grandes entreprises transnationales accumulent des bénéfices en siphonnant les subventions publiques sur les intrants agricoles [[lire](#)].

On peut regretter que, pour l'instant, aucune discussion sérieuse n'ait lieu entre les décideurs nationaux et régionaux sur la validité de ces politiques par rapport à l'objectif d'éradication de la faim. La principale préoccupation de ces responsables reste l'accroissement de la production, quelles que soient ses implications du point de vue social ou environnemental. L'approche utilisée pour produire davantage ne compte guère, du moment que la production augmente ! Cette idée est fermement implantée dans la tête des décideurs, même si les conséquences de cette position sont davantage de faim, plus d'exode rural, une plus grande exclusion d'une partie de la population rurale, et bien que l'on puisse sérieusement douter de la durabilité des résultats obtenus.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires ne semble pas vraiment se préparer à s'occuper de manière effective de ces questions [[lire ici](#), [ici](#) et [ici](#)].

## Encadré 2 : Les causes de la faim et de la malnutrition

Comme de coutume dans la série des rapports SOFI présentés par les Nations Unies, la liste de [causes de la faim](#) et de la malnutrition découlant des « faiblesses » des systèmes alimentaires proposée par le rapport de 2021 - conflits, variabilité du climat et phénomènes climatiques extrêmes, ralentissements et fléchissements économiques, fortes inégalités de revenu, faible productivité et chaînes d'approvisionnement alimentaire inefficaces, inaccessibilité économique d'une alimentation saine - est proposée sans pointer le fait que ce sont là les conséquences de **décisions humaines** qui constituent les véritables causes profondes de la persistance sur des décennies de ces « faiblesses ».

Les conflits sont l'œuvre des hommes, le dérèglement climatique est dû à l'extraordinaire explosion des gaz à effet de serre (GES) émis par l'utilisation massive d'énergies fossiles par l'humanité [[lire](#)], et les ralentissements et fléchissements économiques découlent des règles et des décisions de politique que les humains et leurs gouvernements ont prises pour gérer l'économie mondiale. Il en est de même pour les inégalités et la pauvreté [[lire](#)]. Pour ce qui concerne la faible productivité et les chaînes d'approvisionnement alimentaire inefficaces, elles aussi sont le résultat de choix technologique et de gestion faits par l'humanité au cours du siècle passé, et qui sont tout sauf « naturels » ou « inéluctables » [[lire](#)].

Il est essentiel de souligner cela d'emblée, afin d'éviter d'avancer des solutions à la faim et la malnutrition qui ne feront qu'effleurer les problèmes à résoudre et se contenteront de compenser partiellement les effets négatifs des choix fondamentaux effectués.

Malheureusement, c'est ce que fait le rapport SOFI dans une large mesure, en proposant des mesures palliatives telles que de la protection sociale pour les familles pendant les conflits, du financement et des assurances contre les phénomènes climatiques extrêmes, des apports en argent liquide aux groupes vulnérables en période de crise qui semblent infaisables, car irréalistes (une protection sociale peut-elle vraiment être mise en œuvre lorsqu'une situation de conflit fragilise l'appareil d'État ?) ou une aide qui est certes utile, mais qui ne s'attaque pas à la cause véritable du mal. De plus, ces mesures sont fondées sur la croyance dangereuse que tout peut être résolu par l'argent, sans avoir à s'en prendre à l'économie réelle et ses processus.

Il est vrai que certains problèmes peuvent être atténués dans l'immédiat par des moyens financiers sans avoir à attendre la résolution des causes profondes et sans que des changements importants soient mis en œuvre [[lire](#)]. Alors cela doit être fait, évidemment, et sans attendre. Mais cela ne permet pas de se dispenser de concevoir simultanément des réformes profondes [[lire](#)] et de les engager afin de ne pas avoir à mobiliser continuellement de l'aide d'urgence, tandis que l'économie ne cesse de provoquer les souffrances de centaines de millions de personnes.

La crise de la COVID-19 devrait être une opportunité pour accélérer de tels changements et pour projeter les systèmes économiques et alimentaires vers une plus grande durabilité sociale, économique et environnementale.

### Quelques données supplémentaires sur la sous-alimentation provenant de mesures directes

Les chiffres présentés ici sont le résultat de mesures anthropométriques et autres faites sur des échantillons de personnes :

- Plus de **149 millions d'enfants** de moins de 5 ans dans le monde (22 % du total) souffrent d'un retard de croissance (caractérisé par une taille inférieure à la moyenne pour l'âge). Leur nombre a diminué de 10 % entre 2012 et 2018, mais augmentera

probablement à la suite de la pandémie dont l'effet est susceptible de durer pendant plusieurs années ;

- **45,4 millions d'enfants** âgés de moins de 5 ans dans le monde souffraient d'émaciation (un poids trop faible pour leur taille). La moitié, environ, habite en Asie du Sud et un quart en Afrique Subsaharienne. On constate, sans surprise, qu'il y a de fortes preuves qu'ils sont essentiellement issus de ménages pauvres. Dans ce cas aussi, on estime que la pandémie fera augmenter ces chiffres ;
- L'Afrique et l'Asie représentaient plus de 90 % des enfants en retard de croissance et des enfants émaciés ;
- En 2019, **29,9 %** de toutes les femmes âgées de 15 à 49 ans étaient touchées par l'anémie, les plus forts taux étant atteints en Afrique et en Asie alors qu'il n'était que de 14,8 % en Amérique du Nord et en Europe ;
- Les dernières estimations disponibles donnent **20,5 millions de bébés** souffrant d'un poids trop faible à la naissance en 2015 (un sur sept). Il est important de se souvenir qu'un poids trop faible à la naissance implique un plus grand risque de mortalité dans les premiers 28 jours après la naissance. Les bébés qui survivent sont plus susceptibles d'être victimes de retard de croissance et d'un quotient intellectuel réduit. Ils risquent aussi, plus tard, d'être en surpoids et obèses et de souffrir de maladies chroniques, y compris des maladies cardio-vasculaires et du diabète.

Chiffres et considérations sur le surpoids et l'obésité :

- Au niveau mondial, la prévalence du surpoids est en augmentation dans toutes les régions et a atteint 13,1 % en 2016. Cette tendance a été accélérée par une commercialisation et un accès amélioré aux produits alimentaires industriels ultra-transformés qui sont souvent riches en énergie, produits gras (en particulier saturés et en acides gras trans), en sucres libres et en sel, et par des niveaux d'activité physique inadéquats. Les taux les plus importants sont observés en Amérique du Nord, en Asie Occidentale, en Australie et en Nouvelle-Zélande, avec une prévalence avoisinant ou dépassant 30 % ;
- Le surpoids et l'obésité sont en augmentation dans presque tous les pays. Ils sont responsables, chaque année, de **4 millions de morts** au plan mondial.

Alimentation saine : inaccessible pour près de la moitié de l'humanité

L'accessibilité à une alimentation saine est un facteur déterminant dans les choix de nourriture faits par les individus et, en bout de compte, de la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé de la population.

L'accessibilité à une alimentation est fonction du coût de la nourriture par rapport au revenu des personnes. Elle dépend donc des variations du revenu des individus et du niveau des prix des produits alimentaires sains. Tous deux sont largement déterminés par les politiques économiques (par exemple les politiques relatives au marché du travail et les politiques salariales, ainsi que les politiques sociales) et par les politiques influençant les conditions du marché des produits alimentaires (organisation et réglementation du



marché, taxes et subventions appliquées aux diverses étapes des chaînes d'approvisionnement, y compris la possible prise en compte des externalités<sup>2</sup>).

### Encadré 3: Alimentation saine

Une alimentation saine contient un ensemble équilibré de produits alimentaires divers et appropriés consommés sur une période donnée.

Une alimentation saine couvre les besoins des personnes - spécifiques à leur sexe, leur âge, leur niveau d'activité physique et leur état physiologique - en protéines, matières grasses et glucides, y compris en fibres alimentaires, vitamines et minéraux. Une alimentation saine comprend moins de 30 % d'énergie totale provenant de matières grasses, avec une transition depuis des matières grasses saturées vers des acides gras non saturés et sans graisses trans industrielles. En outre, moins de 10 % de l'énergie est fournie par la consommation de sucres libres (de préférence moins de 5 %).

L'alimentation comprend au moins 400 g de fruits et de légumes par jour, et moins de 5 grammes de sel par jour. Bien que les principes déterminant la nature saine de l'alimentation restent les mêmes, la composition précise d'une alimentation saine varie selon les caractéristiques des individus, ainsi que du contexte culturel, de la disponibilité locale de nourriture et des habitudes alimentaires.

(Source: [FAO](#))

En moyenne, selon le rapport des Nations Unies, le coût d'une alimentation saine est **60 % plus élevé** que celui d'une alimentation qui couvre juste les besoins en nutriments essentiels, et presque **cinq fois** celui d'une alimentation qui couvre à peine les besoins énergétiques minimaux par la consommation de produits de base amylicés.

Le coût d'une alimentation saine a augmenté de 7,9 % au niveau mondial, entre 2017 et 2019. Les différences sont importantes entre régions (Tableau 4). Toutes les régions, exception faite de l'Afrique, présentent un accroissement moindre que la moyenne. L'Afrique a connu la plus forte hausse du coût d'une alimentation saine sur la période considérée, suivie par l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Amérique Latine et les Caraïbes.

En 2019, le coût élevé et la persistance de hauts niveaux d'inégalité de revenus ont mis l'alimentation saine hors d'atteinte d'environ 3 milliards de personnes dans toutes les régions du monde. Ce nombre, légèrement inférieur à celui de 2017, devrait augmenter partout en 2020 du fait de la pandémie de la COVID-19.

L'impossibilité d'avoir accès à une alimentation saine est fortement associée à la sous-alimentation et diverses formes de malnutrition, y compris les retards de croissances chez l'enfant et l'obésité chez les adultes.

---

<sup>2</sup> Une externalité correspond à une situation dans laquelle l'acte de production ou de consommation d'un agent économique a un impact positif ou négatif sur la situation d'un ou plusieurs autres agents non impliqués dans l'action, sans que ceux-ci n'aient à payer pour tous les bénéfices dont ils ont profité ou sans qu'ils ne soient totalement compensés pour les dommages qu'ils ont subis. En pratique, cela signifie souvent que ces coûts devront être assumés par les générations futures.



**Tableau 4 : Accessibilité d'une alimentation saine**

Région	Coût d'une alimentation saine		Personnes ne pouvant se permettre une	
	Coût en dollar par personne en 2019	Variation (2017-2019 en %)	Nombre total (millions)	Variation (2017-2019 en %)
Afrique	4,4	12,9	1017,0	5,4
Asie	4,1	4,1	1853,0	-4,2
Amérique Latine et Caraïbes	4,3	6,8	113,0	8,4
Océanie	3,3	6,2	0,5	-14,9
Amérique du Nord et Europe	3,4	6,8	17,0	-3,6
<b>Monde</b>	<b>4,0</b>	<b>7,9</b>	<b>3000,0</b>	<b>-0,7</b>

Note: les totaux ne correspondent pas à la somme des chiffres.

Source: [FAO](#).

Il existe des preuves solides qu'une évolution vers une alimentation saine comprenant des considérations environnementales peut contribuer à une diminution des coûts relatifs à la santé et au dérèglement du climat, car les coûts cachés de ces alimentations (liés à l'alimentation et à la santé, en particulier) sont moindres que ceux des modes de consommation alimentaire actuels auxquels les politiques salariales, de revenu et alimentaires poussent plus de la moitié de la population mondiale [lire]. On estime que l'adoption d'une alimentation saine pourrait réduire jusqu'à 97 % des coûts de santé directs et indirects, et 41 à 47 % des coûts sociaux des émissions de GES d'ici 2030. Elle permettrait également de conserver les ressources naturelles (sol, eau, biodiversité).

Voilà qui illustre la centralité du combat contre la malnutrition dans toute transition vers un monde plus durable, et la mesure dans laquelle il demande de modifier un grand nombre de politiques économiques très diverses.

Une diversification plus importante de la production agricole ainsi que la promotion et le soutien à l'adoption de technologies respectueuses de l'environnement sont indispensables. Les politiques économiques sont requises pour réduire les inégalités et augmenter le revenu des pauvres, afin de compenser certains effets négatifs de l'urbanisation sur la consommation alimentaire (une plus grande consommation de plats préparés, ultra-transformés qui sont souvent riches en énergie, en matière grasse, sucre et/ou sel, dont la production a crû très rapidement, avec des conséquences délétères pour l'environnement).

## Conclusion

L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde décrit dans le SOFI de cette année montre que le monde n'est pas sur la voie d'une éradication de la faim d'ici 2030. Pire encore, la situation s'est détériorée en 2020. Avec la crise de la COVID-19 et son impact dramatique sur l'économie qui frappe plus violemment les personnes les plus vulnérables, on observe un fort accroissement de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition partout dans le monde en 2020.

Cela se produit dans un monde où la nourriture est plus qu'abondante, bien que, dans un grand nombre d'endroits, les conséquences négatives du dérèglement climatique commencent à se faire sentir.

Ces faits et ces chiffres ébranlent sérieusement l'espoir d'un avenir meilleur.

À [lafaimexpliquee.org](http://lafaimexpliquee.org), nous pensons qu'à moins que les politiques suivies par les pays ne changent dans un sens que nous avons à maintes reprises précisé sur ce site<sup>3</sup>, on ne peut que s'attendre à une confirmation, à l'avenir, de la détérioration observée dans la situation alimentaire mondiale, avec pour conséquences un coût énorme en pertes de vies et en souffrances humaines.

Certains croient que la solution réside dans la combinaison de politiques de croissance - même si elles entraînent l'exclusion et augmentent les inégalités - et de mesures de protection sociale et d'éducation. En fait, quand cette approche est mise en œuvre, les dispositifs de protection sociale servent souvent à camoufler les politiques économiques antisociales les plus violentes. Ceci n'est pas acceptable à notre avis.

Si les mesures de protection sociale et d'éducation sont indispensables et, quand elles sont bien conçues, il est vrai qu'elles peuvent contribuer à créer une plus grande capacité pour les pauvres de se sortir de la misère, elles ne peuvent jouer effectivement leur rôle que si les politiques économiques générales et sectorielles (particulièrement dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation) sont formulées pour offrir des opportunités aux pauvres d'améliorer leurs conditions de vie grâce à leur travail équitablement rémunéré. Cependant, la protection sociale seule ne constitue pas une solution durable pour éradiquer de la malnutrition.

[Materne Maetz](#)  
(août 2021)

-----  
Pour en savoir davantage :

- FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, [Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021 - Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous](#), 2020.
- FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF, [State of Food Insecurity and Nutrition in the World - Transforming food systems for food security, improved nutrition and affordable healthy diets for all](#), 2021 (en anglais).

Sélection d'articles déjà parus sur [lafaimexpliquee.org](http://lafaimexpliquee.org) et liés à ce sujet :

- Opinions : [Qui décidera de ce que nous mangerons demain ?](#) par George-André Simon, 2021.
- Opinions : [Réflexions personnelles sur les Sommets mondiaux de l'alimentation](#) par A. MacMillan, 2021.
- Opinions : [Le combat pour le futur de l'alimentation](#) by Jomo Kwame Sundaram, 2021.

---

<sup>3</sup> Voir : [Politiques pour une transition vers des systèmes alimentaires plus durables et plus respectueux du climat](#) 2018, [Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi - Vers une « nouvelle révolution agricole et alimentaire »](#) 2016, et [Sept principes pour en finir durablement avec la faim](#), 2013.

- [COVID-19 et crise alimentaire : les principaux mécanismes à l'œuvre](#), 2020.
- [Le vrai coût de notre nourriture - Le marché seul peut-il guider notre système alimentaire vers plus de durabilité?](#) 2020.
- Opinion : [Contre-révolution verte en Afrique ?](#) par Jomo Kwame Sundaram, 2020.
- Opinion : [Le dur retour de la réalité - Réflexions autour de la crise de la COVID-19](#), par M. Maetz, 2020.
- [Alimentation, environnement et santé](#), 2017.
- [Réflexions sur les causes de la faim](#), 2012.

et les autres articles se trouvant dans notre rubrique « [Faim dans le monde](#) ».

Archives sur la situation alimentaire mondiale :

- [Des chiffres et des faits sur l'insécurité alimentaire dans le monde - Une dégradation préoccupante](#), 2020.
- [Des chiffres et des faits sur la malnutrition dans le monde](#), 2019.
- [Des chiffres et des faits sur la malnutrition dans le monde](#), 2018.
- [Des chiffres et des faits sur la faim dans le monde 2017](#).
- [Des chiffres et des faits sur la faim dans le monde 2015](#).
- [Des chiffres et des faits sur la faim dans le monde 2014](#).
- [Nos commentaires sur le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013](#).
- [Des chiffres et des faits sur la faim dans le monde 2013](#).
- [Faim dans le monde: quel est le nombre réel de personnes sous-alimentées dans le monde?](#) 2013.
- [Des chiffres et des faits sur la faim dans le monde 2012](#).